

# QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ?



## C'EST UN CHOIX IDÉOLOGIQUE

L'austérité, qu'elle prenne le nom de rigueur ou de déficit zéro, n'est pas une fatalité, mais bien un projet politique qui change le rôle de l'État et détruit les acquis sociaux. Si les libéraux affirment que le gouvernement dépense trop et qu'il faut réduire ces derniers, c'est plutôt parce que, depuis les années 90, les différents gouvernements péquistes et libéraux se sont privés de plusieurs milliards de dollars en réduisant les taxes et les impôts des plus riches et des entreprises.

## LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS



Dans un régime d'austérité, chaque dépense doit être rentable et chaque ressource doit produire au maximum. Les services publics deviennent gérés comme des entreprises privées : on recourt de plus en plus au privé et on saccage l'expertise publique même si, à terme, cela revient plus cher. De plus, comme les services sont gérés comme des entreprises privées, il semble normal de faire payer leur accès. Il s'agit du principe de l'utilisateur-payeur : tous et toutes doivent payer les services publics à l'utilisation, même s'ils et elles les financent déjà par le biais des taxes et de l'impôt.

## L'AUSTÉRITÉ ET LES FEMMES



Dans une ère d'austérité fracassante comme la nôtre, les femmes sont d'autant plus une cible des compressions du gouvernement. Celles-ci, représentant la majorité des employées du secteur public (une femme sur trois qui a un emploi travaille dans le secteur public, comparativement à 19% pour les hommes), doivent encaisser 3,1 milliards de dollars de compressions de plus que les hommes. Les compressions dans les services publics de garderies, de l'éducation et de la santé affectent aussi les femmes, qui en sont souvent les principales bénéficiaires.

## LE MONSTRE DE LA DETTE



La taille de la dette du Québec est l'argument utilisé par le gouvernement pour justifier son programme d'austérité : pour la rembourser, il faudrait réduire massivement le financement des services publics. Calculer la taille de la dette reste matière à débat : le gouvernement évalue la «mauvaise» dette, celle qui correspond aux déficits et aux intérêts, à près de 126 milliards de dollars. Pourtant, ce montant inclut aussi des investissements, des salaires et des dépenses dont le remboursement est déjà planifié. La part de déficit, en fait, ne serait que de 50 milliards de dollars, et le Québec aurait une des plus petites dettes publiques au monde.

## L'ÉCONOMIE PÉTROLIÈRE



À la recherche de revenus rapides et faciles pour rembourser la dette, le gouvernement encourage d'importants projets de transport et d'exploitation des hydrocarbures. La majorité des risques sont assumés par le gouvernement, et celui-ci subventionne largement l'industrie des hydrocarbures : ainsi, entre 2000 et 2011, pour chaque dollar de redevance, le gouvernement donnait 5,70\$ de subvention à ces mêmes entreprises. Les retombées économiques des projets pétroliers sont négligeables : l'inversion de la ligne 9B d'Endbridge ne créerait que 270 emplois temporaires et 8 emplois permanents ; l'exploitation de l'île d'Anticosti ne créerait que 0,02% des emplois créés en une année. Mais si les retombées économiques sont faibles, les risques environnementaux, eux, sont immenses. En plus de faire manquer les objectifs du Québec dans sa lutte contre les changements climatiques, les risques d'accident et de contamination des sols, des nappes phréatiques ou du fleuve St-Laurent sont beaucoup trop importants pour continuer dans cette voie.

# POURQUOI LA GRÈVE?



## C'EST LE TEMPS OU JAMAIS!

Présentement, le secteur public de la province, soit 500 000 employé-e-s, a la possibilité d'entrer en grève. Au même moment, le gouvernement impose les plus grosses coupures depuis de nombreuses années. Face à cette attaque envers nos services publics, nous, étudiants et étudiantes, devons nous lever aux côtés des travailleuses et travailleurs pour freiner l'austérité et montrer que des alternatives existent.



## UN MOYEN DE PRESSION...

Le gouvernement ne nous écouterait pas si nous restons assis et assises les bras croisés. En entrant en grève, nous exerçons une pression économique et sociale pour faire entendre nos revendications. De plus, entrer en grève permet d'avoir plus de temps pour faire plus de moyens de pression.



## QUI FONCTIONNE!

La victoire de la grève étudiante de 2012 démontre très bien que la grève est un moyen de pression qui peut mener à de grandes victoires. En 2012, les étudiants et étudiantes ont bloqué une hausse des frais de scolarité proposée par le gouvernement libéral de l'époque en déclenchant une Grève Générale.

# SOLUTIONS À L'AUSTÉRITÉ



# UN MOUVEMENT ...

**AUTOMNE 2015**  
GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE



**2 AVRIL 2015**

L'ASSÉ lance un ultimatum au gouvernement pour qu'il recule en ce qui a trait à l'austérité budgétaire. 135 000 étudiantes et étudiants sont en grève cette journée-là pour manifester leur colère et plus de 75 000 personnes marcheront dans les rues de Montréal.

**22 AU 27 FÉVRIER 2015**

À l'appel de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, diverses actions sont organisées durant la semaine dans toutes les régions du Québec.

**31 OCTOBRE 2014**

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics mobilise groupes communautaires, associations étudiantes et organisations syndicales pour sa manifestation «L'austérité, une histoire d'horreur!». Pour cette occasion, 82 000 étudiantes et étudiants sont en grève. Une foule de 50 000 personnes défile dans les rues de Montréal, alors que d'autres manifestations se tiennent simultanément dans plusieurs régions du Québec. C'est un message fort que la population lance alors au gouvernement.

**1<sup>er</sup> MAI 2015**

Profitant de la journée des travailleuses et des travailleurs, plus de 740 syndicats et groupes communautaires, ainsi que 40 000 étudiantes et étudiants sont en grève pour l'occasion. Sur les lignes de piquetage des cégeps se mêlent étudiantes et étudiants, enseignants et enseignantes, réuni-e-s pour défendre d'une même voix nos services publics.

**21 MARS 2015**

Du 23 avril au 6 mai, près de 66 000 étudiantes et étudiants étaient en grève pour protester contre l'austérité. La pression contre le gouvernement monte.

**29 NOVEMBRE 2014**

Le collectif «Refusons l'austérité», qui regroupe principalement les centrales syndicales, organise deux grandes manifestations, l'une à Montréal et l'autre à Québec, car les travailleurs et travailleuses sont également touché-e-s par les compressions budgétaires du gouvernement. Des milliers de personnes y prennent part.

**3 AVRIL 2014**

L'ASSÉ appelle à une journée de grève pour manifester contre les mesures d'austérité du gouvernement péquiste, notamment le saccage de l'aide sociale. 60 000 étudiantes et étudiants répondent à l'appel et plus de 15 000 personnes descendent dans la rue à Montréal pour signifier leur mécontentement. C'est la manifestation la plus populeuse depuis 2012.

# DIX MILLIARDS DE SOLUTIONS!

**11 PALIERS  
D'IMPOSITION**  
1 000 000 000 \$



Depuis les années 90, les différents gouvernements ont drastiquement réduit le nombre de paliers d'imposition. Un palier correspond à une tranche de revenu imposé à un certain taux. Plus le revenu est élevé, plus il est imposé à un taux élevé. Les conséquences de la diminution des paliers ont été dures pour les moins nanti-e-s, car on impose au même taux des individus ayant pourtant des revenus très différents. Hausser les paliers augmenterait considérablement les revenus du gouvernement, sans que cela augmente les impôts de 93% des Québécois et des Québécoises.

**ABOLIR LE CRÉDIT  
D'IMPÔT SUR  
LE GAIN EN CAPITAL**



1 100 000 000 \$

Les gains en capitaux sont les profits obtenus par la vente d'actions, d'obligations ou de propriétés. Ces revenus sont souvent engendrés par les mieux nanti-e-s, déjà faiblement imposés : en 2009, 57% des gains sur le capital ont été obtenus par 1,5% de la population québécoise dont les revenus dépassaient 150 000\$. Alors que le revenu obtenu par le travail rémunéré est intégralement imposé, il existe de nombreux crédits d'impôt qui permettent aux particuliers et aux entreprises de rendre non-imposable la moitié des profits obtenus sur le capital.

**LUTTER CONTRE  
L'ÉVASION FISCALE**



740 000 000 \$

Si le gouvernement entend faire la chasse à l'évasion fiscale en s'attaquant aux revenus non déclarés des petits commerces et à l'économie illégale, il reste que le régime fiscal québécois permet de plus en plus aux grandes entreprises et aux plus fortuné-e-s de ne pas faire leur juste part, en utilisant la législation du Québec pour transiter des capitaux en dehors de notre juridiction fiscales. Pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale, le gouvernement doit se doter de moyens qui lui permettent d'agir contre les plus aisé-e-s et les grandes entreprises et réviser sérieusement son cadre fiscal et légal.

**AUGMENTER L'IMPÔT  
DES ENTREPRISES**  
1 200 000 000 \$



Augmenter le taux d'imposition des grandes entreprises à 15% est un moyen réaliste pour engendrer de nouveaux revenus gouvernementaux. Actuellement, les entreprises sont imposées au provincial à un taux de 11,9%. À partir de 2017, ce chiffre diminuera progressivement pour atteindre 11,5% en 2020. Toutefois, les baisses d'impôt allouées aux grandes entreprises au début des années 2000 ne se sont pas traduites par une hausse des investissements productifs, mais bien par une surépargne, c'est-à-dire une accumulation démesurée d'actifs liquides par les grandes entreprises. Cet argent reste dans les coffres des entreprises privées plutôt que d'être investi ou imposé, il ne sert à rien. En établissant le taux d'imposition provincial des grandes entreprises à 15%, une telle mesure rapporterait 1,22 milliard de dollars de plus par année au gouvernement québécois.

**RESTAURER  
LA TAXE SUR  
LE CAPITAL**  
600 000 000 \$



La taxe sur le capital s'applique aux actifs d'une entreprise et à ses emprunts. Abolie en 2011 sous prétexte qu'elle nuirait à l'investissement et à la santé économique des entreprises, elle aura surtout permis aux entreprises et aux institutions financières d'augmenter leur surépargne : près de 111 milliards de dollars dorment présentement dans les réserves des 92 entreprises québécoises avec les plus hauts revenus sans être investis. Taxer le capital des entreprises à 0,5% et des institutions financières à 1% serait donc une mesure les forçant à contribuer davantage au financement des services publics, et ce, sans nuire aux investissements.

**ET POUR LES AUTRES  
REVENDEICATIONS...**



Les revendications fiscales de l'ASSÉ s'inspirent de celles de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui proposent près de trente revendications qui, ensemble, permettraient au gouvernement d'engendrer 10 milliards de dollars supplémentaires!